

Crise financière : ils reconnaissent enfin son existence

« La crise financière est là. Elle est durable »

C.M

Tel est le propos tenu par le ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement, Régis Immongault Tatangani, devant le gouverneur de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC), Lucas Abaga Nchama, à la faveur d'une réunion du comité monétaire et financier national tenu à Libreville, la semaine dernière. Cette déclaration vient, une fois de plus, confirmer les perspectives négatives auxquelles devra faire face l'économie gabonaise dans les mois à venir. Elle sonne aussi comme la deuxième intrigue du vertigineux scénario concocté par Ali Bongo pour faire des Gabonais les plus malheureux de la sous-région.

Les causes de cette difficile conjoncture sont connues et les gouvernements successifs mis en place par l'usurpateur du Palais du bord de mer évoquent en premier lieu, l'effondrement des cours du baril de pétrole et sa mévente au niveau international. Mais il en ressort, d'après certaines observations, que l'Etat a également man-

qué de vigilance et de prudence dans la prise de mesures pouvant éviter la crise actuelle. Cette situation s'est accentuée, ces dernières années, avec une déperdition des ressources, des doublons dans les postes de dépenses et un train de vie outrancier. Sans oublier la démesurée gabegie orchestrée par le club des amateurs en tête duquel se trouve Ali Bongo.

Il est à noter que le gouffre économique dans lequel le pays est empêtré aurait pu être évité si les gestionnaires de crédits avaient fait preuve de discipline budgétaire en privilégiant la qualité de la dépense, les affectations objectives de ressources et la bonne gouvernance.

S'agissant par exemple du fonctionnement de l'administration, les autorités émergentes ont multiplié la création d'agences budgétivores qui obèrent fortement et considérablement l'atteinte des objectifs de croissance et de développement. On a, au cours des sept dernières années, assisté à la prolifération des agences dans différents départements ministériels, avec pour conséquence, les doublons dans les missions, les che-

vauchements dans l'exécution des tâches et des déperditions de ressources financières. Pour le ministère des Travaux publics, par exemple, on assiste à une forte collision avec la toute-puissante Agence nationale de grands travaux et des infrastructures qui, de plus, est sous la direction de la présidence de la République.

Ces choix opérés par Ali Bongo suscitent un certain nombre d'interrogations lorsqu'on sait que la plupart de ces agences remplissent les mêmes missions dévolues aux structures ministérielles.

Aussi, l'imposant train de vie du gouvernement plombe considérablement les finances publiques. Comme exemple de ces choix inappropriés dont les conséquences sont visibles pour l'exercice 2014 : les concessionnaires ont vendu 5 774 voitures au Gabon, plus de 60 % de ces achats ont été l'œuvre de l'Etat qui dépense des dizaines de milliards de Fcfa chaque année pour l'acquisition de matériel roulant, alors même que ces mêmes gouvernements sont dans l'incapacité de construire des écoles, collèges, lycées, universités et grandes écoles

nécessaires pour la prospérité et développement du pays. Le cas de graves difficultés éprouvées durant cette rentrée scolaire en dit long sur le caractère amateur des choix politiques, économiques et sociaux d'Ali Bongo.

En conséquence, le gouvernement est dans l'incapacité d'honorer ses engagements, d'une part, auprès de ses partenaires, mais aussi de fonctionnaires, à l'exemple de agents de la Direction générale des Impôts qui n'ont pas perçu leurs primes depuis plusieurs mois, des agents de la Postebank qui sont désormais sceptiques quant à la restructuration de cette entité, de ceux de l'Agence gabonaise de presse en proie à de graves difficultés, de ceux de l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences qui, depuis le mois de juin, perçoivent leurs salaires avec beaucoup de retard. Toutes ces situations laissent craindre un assèchement des caisses de l'Etat et une diète dont le seul coupable est Ali Bongo.

Front social/Justice